

D'éminentes personnalités internationales, dont des leaders politiques et des élus de plusieurs pays et parlements régionaux, anciens et en exercice, ont adressé une lettre au président américain, Joe Biden, pour appuyer la décision des Etats-Unis d'Amérique reconnaissant la souveraineté pleine et entière du Maroc sur son Sahara, affirmant que l'initiative marocaine d'autonomie est la seule solution durable à ce conflit artificiel.

“Monsieur le Président, nous, anciens chefs de gouvernement, anciens ministres, élus, membres de Parlements, avons l'honneur de vous écrire pour vous faire part de notre satisfaction quant à la décision souveraine des Etats-Unis d'Amérique de reconnaître la pleine souveraineté du Maroc sur l'ensemble du territoire du Sahara”, indiquent les signataires de cette lettre, reprise dans un tweet publié par l'ancien ministre italien des Affaires étrangères et ancien ambassadeur aux Etats-Unis et en Israël, M. Giulio Terzi.

Cet appel a pu réunir dans un temps très court 250 signataires, issus de 25 pays dans les quatre coins du monde. Il s'agit de l'Italie, l'Argentine, l'Arménie, la Belgique, la Bulgarie, le Canada, le Chili, la Colombie, le Danemark, la République dominicaine, la République Tchèque, le Salvador, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, le Guatemala, le Honduras, la Hongrie, l'Irlande, le Paraguay, le Pérou, Sainte-Lucie, la Serbie, l'Espagne, ainsi que des membres du Parlement européen et des maires de villes et municipalités importantes, en Europe et dans le monde.

Parmi les signataires de cette lettre, il y a l'ancien président tchèque, M. Vaclav Klaus, l'ancien président guatémaltèque, M. Jimmy Morales Cabrera, l'ancien Premier ministre bulgare, M. Gueorgui Bliznachki, l'ancien membre de la MINURSO, M. Stephan Todorov Davidov, ainsi que plusieurs députés et sénateurs actuellement en exercice.

La décision des Etats-Unis intervient à un moment où le processus politique pour le règlement de ce différend a besoin d'un nouveau souffle, estiment les signataires.

L'autonomie, ajoutent-ils, est la seule voie pour mettre fin aux souffrances de la population vivant dans les camps de Tindouf en Algérie, assurer la réconciliation et parvenir à une paix et une stabilité permanentes dans une région stratégique, en en faisant un véritable vecteur de paix, de stabilité et de prospérité en Afrique, voire dans le monde.

“Nous ne pouvons que nous féliciter de la décision des États-Unis de reconnaître

l'initiative d'autonomie comme seule base d'une solution au différend régional sur le Sahara, car nous pensons qu'elle ouvre des perspectives concrètes pour orienter le processus politique de l'ONU vers une solution finale", précisent-ils, se disant convaincus que les États-Unis, sous la présidence de Joe Biden, continueront de faire avancer la question du Sahara vers une solution juste et pérenne grâce à leur soutien continu à l'Initiative marocaine d'autonomie.

"Nous sommes préoccupés par les conséquences que pourrait avoir le prolongement indéfini du statu quo, de l'impasse, par les actes de déstabilisation souvent menés par des milices armées, dans une zone hautement stratégique, et dont la stabilité est intimement liée à la stabilité du continent africain voire même du bassin euro-méditerranéen", soulignent ces différentes personnalités, à tendances politiques confondues avec une prédominance des partis du centre-gauche.

Les signataires se sont, par ailleurs, réjouis, du développement, tous azimuts, que connaît le Sahara marocain, qui enregistre des indices de développement humain honorables, indiquant que ce positionnement a été rendu possible grâce au nouveau Modèle de développement des provinces du Sud lancé par Sa Majesté le Roi Mohammed VI en 2015 et doté d'un budget de 8 milliards de dollars.

Ce développement porteur d'emplois et de prospérité, poursuivent-ils, est visible dans les infrastructures, hôpitaux, urbanisme, services, établissements d'enseignement, sans oublier les projets économiques de toute sorte: agricoles, industriels, de tourisme et d'économie sociale et solidaire.

Ce développement va de pair avec une gouvernance locale démocratique florissante, sachant qu'en 2015, les deux régions du Sahara ont enregistré le taux de participation le plus élevé lors des premières élections régionales organisées dans l'histoire du Maroc, notent les signataires de la lettre.

"Aujourd'hui, des Sahraouis, dont un ancien responsable du polisarario, président les deux conseils régionaux de la région à travers des élections libres et transparentes, en en faisant les seuls représentants légitimes de la population de la région", soulignent-ils, ajoutant que ces élus proposent, votent et exécutent dans un cadre de contractualisation avec l'Etat, les projets de développement de leurs régions répondant aux aspirations des citoyens.

Et d'ajouter que cette gestion est d'ores et déjà un prélude à la gestion qu'offrirait

l'autonomie dans le cadre de la souveraineté marocaine, avec la création d'organes législatifs, exécutifs et judiciaires régionaux.

“Nous pensons que ce n'est pas un hasard si un nombre de plus en plus important de nations, et avec elles les Etats-Unis, apportent leur appui à l'initiative d'Autonomie comme solution politique réaliste, praticable et durable qui repose sur le compromis”, insistent les 250 signataires.

Ils indiquent dans ce cadre que c'est vers cette même solution que les dernières 27 résolutions du Conseil de Sécurité de l'ONU ont appelé, précisant que plusieurs envoyés onusiens sont arrivés à la conclusion que “l'indépendance du Sahara n'est pas une option réaliste”.

“Aujourd'hui, le Conseil de sécurité de l'ONU, avec la participation des États-unis, considère l'Initiative marocaine d'autonomie pour la région du Sahara comme une base 'sérieuse et crédible' pour une solution politique”, indiquent-ils.

Ces paramètres ne sont pas apparus ex nihilo dans le discours de l'ONU, explique la lettre, ajoutant qu'ils sont le reflet direct de la réalité sur le terrain, ainsi que de la pertinence de l'Initiative marocaine d'autonomie, une démarche audacieuse et courageuse prise par le Maroc après de longues consultations menées aux niveaux national, régional et international, y compris avec les Etats-Unis.

Les signataires se sont également réjouis que les Etats-Unis aient rejoint 20 autres pays ayant décidé l'ouverture de représentations consulaires au Sahara, dans les villes de Laâyoune et de Dakhla, ce qui représente non seulement un acte de reconnaissance de la souveraineté du Maroc sur la région, mais aussi une reconnaissance du rôle de la région en tant que trait d'union historique entre l'Europe et l'Afrique et en tant que pôle économique régional porteur de nombreuses opportunités pour les investisseurs du monde entier et des perspectives d'avenir, de connaissances et d'emploi pour la jeunesse du continent africain.

Ils se sont félicités, par ailleurs, du Pacte trilatéral signé entre le Maroc, Israël et les Etats-Unis, estimant que ce pacte est de nature à renforcer les perspectives de paix au Moyen-Orient, conformément au rôle que le Maroc a joué historiquement pour faire avancer la paix dans la région.